

# NT OUVRIERS



**D'une quinzaine à l'autre...**

## A L'INDUSTRIELLE du TÉLÉPHONE

### Un subterfuge de la direction

Pour obliger les ouvriers à récupérer les heures d'alertes qui vont en se multipliant, sans toutefois affronter ouvertement le mécontentement général, la direction a trouvé un moyen; elle soumet au vote des ouvriers un questionnaire où chacun doit (en indiquant nom et adresse) se prononcer pour ou contre la récupération. La majorité s'étant naturellement prononcée « contre », la direction soumet le cas au Ministère du Travail, qui doit décider en « arbitre » de la situation. Mais les ouvriers connaissent d'avance l'impartialité de « l'arbitre » qui n'a rien à refuser au patron. Le syndicat, lui, n'a trouvé rien de mieux que de faire la proposition suivante: semaine de 48 heures, qu'il y ait alerte ou non. C'est-à-dire pas de récupération, mais aussi pas de paye. Le patron s'en tire à bon compte sur le dos des ouvriers.

Les ouvriers n'ont rien à attendre de personne. Ils doivent exiger: **l'évacuation de l'usine dès la pré-alerte; le paiement intégral des heures d'alerte sans récupération.** C'est aux mêmes qui doivent organiser la défense de leurs revendications.

### Scandale à la cantine

La découverte dans la poubelle d'un sandwich beurré et garni d'un beefsteak, jeté par le mari de la gerante soulève l'indignation de toute l'usine. Les ouvriers qui s'étaient journalièrement vus des carottes à l'eau et des pois secs sont éclairés sur l'usage fait de leurs tickets de graisse et de viande. Ils manifestent pour réclamer le renvoi de la gerante et le contrôle ouvrier sur la cantine. Une délégation monte à la direction, qui d'abord tergiverse, mais devant l'ensemble pris par le mouvement doit céder, renvoie la gerante et accorde le principe du contrôle ouvrier sur la cantine. Naturellement, la direction essaie après coup de reprendre avec la main gauche ce qu'elle a donné de la droite et de rendre ce contrôle purement théorique.

La lutte pour le contrôle effectif de la cantine reste ouverte. Pour la mener victorieusement, en même temps que la défense des autres revendications, les ouvriers de l'I. T. sauront employer la seule arme de lutte qui a permis un premier succès: l'union et la coordination de leur mouvement.

### Une descente de F.T.P. à l'usine

A la cantine, pendant l'heure du déjeuner, 2 gars des F. T. P. avec mitraillettes et revolvers ont fait irruption et ont harangué les ouvriers pendant 3 à 4 minutes, les incitant à former leurs groupes de résistance pour aider l'Armée Rouge et « chasser les boches ». Les ouvriers ont été très vivement frappés, mais plus par l'action de ces gars dont ils admiraient le courage que par leurs paroles.

Il faut que la classe ouvrière se regroupe. Mais le Front Ouvrier ne se constitue pas pour lutter « contre le boche ». C'est contre ses ennemis directs, les patrons et la bourgeoisie française qu'il lutte en fraternisant avec l'ouvrier et le paysan allemand.

**N'oubliez pas d'oublier la « VÉRITÉ »**

partout où vous voulez qu'elle soit lue.

## Chez SAURER (Suresnes)

### Une provocation patronale

Le vendredi 10, le chef du personnel fait dire à l'équipe du bronze que c'était trop de gagner 20 fr. de l'heure, et interdit aux compagnons de régler les bons au dessus de 19 fr. 45. Une délégation de l'équipe à laquelle se sont jointes les délégations d'autres ateliers va trouver le chef du personnel et réclame le maintien du taux d'affinage. Celui-ci répond que c'est impossible, et il ajoute sans gêne, que de l'avis du Ministère de la Production Industrielle « les ouvriers peuvent vivre sur la base du rationnement (tickets) avec 17 fr. 50 par jour, en conséquence, ils doivent faire des économies fabuleuses ». La délégation insiste pour lui faire remarquer que la coopérative de l'usine elle-même vend à des prix inabordable pour les ouvriers. Le chef du personnel répond: « Ça, ce n'est pas la même chose ».

Par ailleurs, une délégation s'étant adressée au patron pour demander un réajustement des salaires sur la base d'une augmentation de 5 fr. de l'heure pour toutes les catégories, s'est vue répondre par ce démagogue que « la maison ne faisant pas de bénéfices (?) », la direction ne peut accorder quoi que ce soit sans supprimer le budget affecté aux œuvres sociales telles que: secours aux prisonniers, aux femmes de travailleurs en Allemagne, cantine, etc... La direction est prête, dit-il, à envisager une proposition concrète en ce sens de la part des ouvriers et de leur accorder une modeste prime de vie chère... en fin d'année ».

On ne peut se moquer plus ouvertement des ouvriers. C'est une véritable provocation que commet là ce patron de combat. Les ouvriers de chez Saurer sauront le rappeler à l'occasion à plus de prudence: il faut immédiatement organiser les groupes ouvriers dans l'usine, qui prépareront la riposte qu'ils opposeront à ce patron démagogue et provocateur.

## SECOURS INTERNATIONAL S. I. S. L.

Liste N° 113

P. E.	100 fr.	J. M.	200 fr.
A.	100 »	R.	100 »
E.	100 »	A.	50 »
E. M.	500 »	J.	35 »
S.	35 »	P.	100 »

Total 1.305 fr.

### Intensifiez les collectes pour le Secours International

A l'heure où la répression nous frappe sauvagement, **il faut redoubler d'efforts pour venir en aide aux camarades emprisonnés.**

Suite de la 1<sup>re</sup> colonne

**Tout membre fédéré qui ne respecterait pas cette décision ne pourrait prétendre représenter la Fédération et se mettrait ainsi automatiquement hors de tout organisme fédéral.**

Ils invitent en même temps les ouvriers à activer leur propagande pour renforcer leur Fédération et la maintenir libre et indépendante.

Les gars du bâtiment se préparent ainsi à poursuivre la lutte dans l'illégalité, et leur résolution même en droite ligne au Front Ouvrier.

« L'ordre » règne sur un volcan. — L'armée impérialiste italienne s'est décomposée et personne ne peut lui réinsuffler la vie. La presse fasciste publie un communiqué adressé aux militaires italiens où l'on peut lire que « malgré les appels répétés, les militaires italiens ne se présenteront pas aux bureaux fascistes de reencadrement ». Mussolini prend un ton doucereux pour les assurer qu'ils ne doivent nullement craindre d'être punis, qu'ils conserveront leurs grades, que leur traitement sera parfaitement égal à celui des Allemands, et qu'en outre, ils pourront choisir eux-mêmes leur affectation à une unité combattante ou à une compagnie de travailleurs...!

Les choses ne sont pas mieux pour les brigands impérialistes dans le sud de la péninsule: le correspondant des « Allées », Cecil Spriggs, avoue que les manifestants de Naples se refusent à applaudir les noms de la Grande Bretagne et des Etats-Unis, et qu'ils exigent le renvoi des Victor-Emmanuel et des Badoglio. C'est juste le moment où les bureaucrates de Moscou s'empres-sent de reconnaître le gouvernement Badoglio pour donner ainsi à l'impérialisme anglais et américain la preuve de leur volonté de s'opposer à la révolution italienne. Pourtant, même le bureaucrate stalinien Paolo Tedeschi a du reculer devant la volonté révolutionnaire des masses, et déclarer que cette reconnaissance n'était simplement qu'une mesure « réaliste » (sic) de la politique extérieure soviétique, et qu'elle n'empêchera pas la lutte contre Badoglio. « L'ordre » règne en Italie... De « l'ordre » sur un volcan.

Le procès Pucheu. — Que les Galifets d'Alger et les brigands de Vichy se donnent la main, cela n'est plus un secret pour personne. De temps à autre, les fantômes de Voguë ou le sinistre Pucheu sont condamnés pour faire croire aux naifs que « l'opposition est grande entre les galonnés d'Alger et le maréchal. » (sic).

Pourtant, Londres même a dû avouer que Pucheu et Frenay, « chef de la Résistance », eurent des entretiens secrets en 1941. D'ailleurs, on n'a pas retenu contre Pucheu le fait d'avoir fait fusiller des communistes à Châteaubriant. A tous les moments où la voile se déchirait sur la collaboration et les accointances de Vichy et d'Alger, le procureur Weiss — qui à Blida en janvier 41 acclama la « révolution » de Pétain — se dépêchait de déclarer le huis-clos. C'est justement à cause des services rendus à Vichy par l'impérialisme français que Giraud espérait que Pucheu allait pouvoir continuer son boulot en Afrique du Nord. Seulement, comme de temps en temps il faut une tête de toré, Pucheu a dû être sacrifié pour que les de Gaulle & Co puissent continuer à jouer aux « démocrates » et aux « libérateurs » en ce moment décisif où la révolution gronde en Europe comme en Afrique.

Budget de 1944 (chiffres officiels). — Dépenses: 454 milliards de fr. couvertes par: 137 milliards d'impôts, 200 milliards d'emprunts et 117 milliards d'avances de la Banque de France. Ce qui signifie: inflation d'au moins 117 milliards, c'est-à-dire hausse des prix, réduction des salaires, augmentation d'impôts. Mais rassurons-nous, « l'Agence Economique et Financière » annonce un « soulagement » du pauvre grand capital, trop brimé jusqu'à présent par le fisc !!